XXVIe Rencontres du Réseau inter-universitaire de l'Économie sociale et solidaire

RIUESS 2027 Saint-Denis

Appel à communication

Ecologie populaire et ESS : entre assignation, émancipation et transformation sociale ?

Mercredi 26, jeudi 27 et vendredi 28 mai 2027

Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis

2 rue de la Liberté 93200 Saint-Denis

RIVESS

UNIVERSITÉ PARIS 8 DES CRÉATIONS

Ecologie populaire et ESS :
entre assignation, émancipation et transformation sociale ?

Comité scientifique *:* **Anne Fretel**, économiste LED, **Carole Brunet**, économiste LED, **Johan Milian**, géographe, LADYSS, **Thomas Lamarche**, économiste, LADYSS, **Muriel Prévot-Carpentier,** ergonome et philosophe, Paragraphe-C3U, Paris 8, membre du GIS GESTES, **Hanane Boutenbat**, littérature et monde méditerranéen TRANSCRIT, **Ségolène Darly,** géographe LADYSS, **Elen Riot**, gestion et management LED; **Santiago Núñez-Regueiro**, socio-économiste, chercheur-praticien, Paris 8, **Alexis Cukier**, philosophie morale et politique, Université de Poitiers, **Agnès Deboulet**, sociologue LAVUE, **Elodie Ros**, politiste et sociologue, LADYSS, **Samuel Szoniecky,** information-communication, humanités numériques PARAGRAPHE, **Igor Babou**, PU UPC en info com, LADYSS, **Morgane Retière**, Géographe, UPN ; **Renaud Metereau**, économiste spécialiste de la socio-économie écologique – LADYSS, **Anne de Rugy,** sociologue, UPEC, **Valérie Billaudeau**, Polytech Angers, **Elisabetta Bucolo**, CNAM, **Melaine Cervera**, Université de Lorraine, **Josette Combes,** RIPESS EU, **Eric Dacheux**, Université Clermont Auvergne, **Hervé Defalvard**, Université Gustave Eiffel, **Timothée Duverger,** Science Po Bordeaux, **Marie Fare**, Université Lyon 2, **Cyrille Ferraton**, Université Montpellier Paul Valéry, **Laurent Gardin**, Université Polytechnique Hauts de France, **Patrick Gianfaldoni**, Avignon Université, **Emilie Lanciano,** Université Lyon 2, **Laetitia Lethielleux**, Université de Reims Champagne-Ardenne, **Vincent Lhuillier,** Université de Lorraine, **Julien Maisonnasse**, Aix-Marseille Université, **Abdourahmane Ndiaye,** IUT Bordeaux Montaigne, **Carmen Parra Rodríguez**, Universitat CEU Abat Oliba (Espagne), **Francesca Petrella**, Aix-Marseille Université, **Nadine Richez-Battesti**, Aix-Marseille Université, **Sandrine Rospabe**, IUT de Rennes **Josiane Stoessel,** Université de Haute Alsace, **Delphine Vallade**, Université Montpellier Paul Valéry, **Yannig Robin Vigneron**, Université de Bretagne Orientale, **Manola Antonioli,** Ecole nationale d'architecture de la Villette, **Geoffrey Volat**, Université Grenoble Alpes, **Daniel Goujon**, IUT Roanne - Université Jean Monet.

Doctoriales : **Loriane Fauvet**, doctorante Université de Bretagne Orientale, **Mohamed Oulhint**, doctorant Université Montpellier Paul Valéry

Participant.e.s : **Makis Solomos,** musicologie, membre du collectif de Paris 8 «Arts, écologies, transitions», **Matteo Cavallaro,** économiste LED, responsable du M1 ESSOR, **Savéria Cecchi**, LED, **Nathalie Lemarchand**, Géographe LADYSS

Organisateurices : Elodie Ros, Thomas Lamarche, Elen Riot, Muriel Prévot-Carpentier, Anne Fretel, Carole Brunet, Johan Milian, Hanane Boutenbat, Ségolène Darly, Santiago Núñez-Regueiro, Alexis Cukier, Agnès Deboulet, Igor Babou, Morgane Retière, Renaud Metereau, Anne de Rugy, Antoine Racki-Nicola, Samuel Szoniecky, Manola Antonioli

LADYSS Laboratoire Dynamiques Sociales et Recomposition des Espaces

Université Paris 8 Vincennes - Saint-Denis LED Laboratoire d'Économie Dionysien, EA 3391

LABORATOIRE PARAGRAPHE

LAVUE UMR 7218 CNRS

Orientations transversales

Les enjeux féministes, décoloniaux, intersectionnels, queer traversent les identités et vécues des acteurices de l'ESS. Pourtant ils sont peu présents dans les thèmes et les communications proposées dans les rencontres précédentes du RIUESS. Elles seront mises en avant pendant les rencontres à Paris 8 et traverseront l'ensemble des axes pour repenser nos catégories de pensée et sortir de l'invisibilisation de certaines pratiques et savoirs.

Introduction

Bien que l'économie sociale et solidaire et l'écologie populaire entretiennent des frontières floues, partagent des militants, des trajectoires, des horizons politiques, les liens entre les deux mouvements ne sont pas, du moins aujourd'hui, évidents et restent une question peu investie par les recherches académiques. A l'exception de plusieurs rencontres passées du RIUESS notamment celles de Clermont, Bordeaux, Avignon et Metz dont les sujets s'appuyaient sur l'articulation de ces deux mondes sans que cette articulation soit précisément interrogée. En ce sens, les 26ème rencontres du RIUESS viennent à la fois s'appuyer sur ces travaux et les enrichir et les amener ailleurs.

Au moment où l'économie sociale et solidaire apparaît moins sur la scène publique et académique, il en va autrement de l'écologie populaire. Alors que toutes mentions de l'écologie populaire avaient disparu des débats aussi bien académiques que politiques depuis la fin de la gauche plurielle (Bocquet, 2023), le terme « écologie populaire » connaît un regain d'intérêt dans le monde académique comme dans le monde médiatique. Si le discours dominant tend à favoriser une certaine polarisation du monde social « les bobos écolos parisiens contre les prolos en région » (Quentel et Cadoret 2024), la littérature montre que la préoccupation écologique n'est pas l'apanage d'un seul groupe social malgré des effets de distinction importants dans les pratiques (Löwy 2009, Dupuit 2023, Flipo 2023, Puisieux 2023, Levain 2024). De plus l'expression « écologie populaire » est polysémique, brandie aussi bien par des figures politiques de droite que de gauche (Schmid 2019), tantôt comme totem, tantôt comme discrédit (Tarragoni 2020), sans pour autant que soit clairement défini de quoi on parle.

L'écologie politique est souvent réduite à une écologie du geste ordinaire assimilant écologie populaire et écologie des pauvres reposant sur la propension « naturelle » des "petites gens" à avoir des pratiques vertueuses de sobriété (Pratiques écologiques 2023). Mais cette logique de promotion des gestes « éco-citoyens » enlèverait la dimension politique et surtout critique de l'écologie populaire, notamment vis-à-vis du système économique dominant, jusqu'à « déposséder » les classes populaires de la pensée transformatrice et critique de l'écologie (Comby 2015) mais aussi de l'écologie politique en elle-même, notamment dans ses traductions partidaires (Lavignotte 2015, Flipo 2018). Cependant, la revendication d'une écologie concrète, celle si stigmatisée des "petits gestes", ou du "par le bas", ne serait pas critique sous prétexte que les académiques n'y retrouvent pas, en somme, leur lexique critique. Ainsi, l'absence des termes clés de l'écologie politique (références à la biodiversité, au climat, à la contestation anti-capitaliste, etc.) dans le vocabulaire ou les descriptions que

les personnes font de leurs pratiques ne signifie pas que leurs actions ne relèveraient ni d'une écologie politique, ni d'une critique de la domination capitaliste. C'est l'observation ethnographique des pratiques qui peut faire apparaître cette critique en actes qui ne se dit pas forcément dans le lexique de la critique académique. Cependant, « l'écologie populaire » fait aussi l'objet de revendications de collectifs situés essentiellement dans des quartiers populaires (Daki, dans Reporterre, 2025) qui ajoutent souvent à l'adjectif populaire ceux d'écologie décoloniale et antiraciste (Oussak 2021). Dans cette perspective, l'écologie populaire est le produit de savoirs et pratiques situés au sein des quartiers populaires et propose un projet politique « par et pour »[2][1] leurs habitants et habitantes. Elle occulte ainsi une partie de la densité historique de cette écologie populaire au profit d'une lecture identitaire principalement raciale et décoloniale des quartiers populaires.

En effet, l'écologie populaire a déjà fait l'objet de projets de transformation sociale au sein des quartiers et milieux populaires notamment à la fin des années 1980 et au début des années 1990. Ainsi, un certain nombre de militants et militantes de la gauche autogestionnaire et alternative et issus de familles d'anarchistes espagnols se réunissent dans des espaces comme le réseau pour une économie alternative et solidaire – REAS (Ros 2026) où ils vont tenter d'animer le débat d'idée autour d'une écologie politique ancrée à gauche et dans les quartiers populaires notamment. On en trouve des traces discrètes notamment dans des espaces en marge (Babou 2023 et 2024) qui offrent des espaces de rencontre et d'émulation/ébullition où ce qui fait la force du projet politique écologique est le produit de la co-présence[2] de cultures politique, militante, sociale, culturelle multiples et/ou hybrides. Ce sont, alors, les conditions mêmes de l'émergence d'un projet alternatif que peut représenter une écologie populaire vivante et plus que jamais nécessaire et dont les pratiques et organisations de l'ESS peuvent être les leviers sinon les ferments.

S'ils paraissent évidents et multiples, les liens entre écologie populaire et économie sociale et solidaire restent largement impensés par le monde académique comme par ses acteurs et actrices. Ces 26ème rencontres du RIUESS visent à interroger ces liens à travers quatre points de rencontre, tension, friction, fusion… le rapport au milieu, les pratiques démocratiques collectives, la création et l'apport des Suds.

Axes

A/ Le milieu dans l'économie sociale et solidaire et l'ESS comme milieu ?

La question du milieu est un élément central de l'économie sociale et solidaire (ESS) comme de l'écologie populaire. Comment peut-on alors questionner ces rapports avec le milieu ; et d'abord est-ce le même milieu? Les engagements dans une économie de solidarité, d'égalité, d'attention à l'autre, de la préservation du vivant et des ressources, engendrent-ils obligatoirement une pensée autour du ou des milieux ?

---

[1] Propos tenus par Gabriel Mazzolini, porte-parole des Amis de la Terre et membre de Verdragon sur France Culture dans l'émission « Les termes du débats » consacrée à l'écologie populaire le 1er décembre 2023, https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-temps-du-debat/le-temps-du-debat-emission-du-vendredi-01-decembre-2023-6315383

[2] A l'image également de l'expérimentation menée à L'Ile-Saint-Denis par Michel Bourgain lorsqu'il était maire (Le Strat 2002, Bourgain 2018)

Par ailleurs, l'ESS pourra aussi être approchée *en tant que* milieu en soi. En ce sens, l'ancrage territorial de l'ESS parfois perçu comme allant de soi mérite d'être mieux situé et travaillé. Les approches par le milieu qu'elles soient méso-économiques ou mésologiques permettent d'interroger ce présupposé, d'en préciser ses évidences mais aussi d'identifier les tensions et les dynamiques qui traversent cette relation. C'est à l'échelle locale, celle du territoire vécu et agi, que l'ESS et l'écologie populaire dialoguent, notamment dans le cadre des projets d'agriculture urbaine, de souveraineté, de justice alimentaire ou encore autour des coopératives de production d'énergie. Est-ce à cette échelle que la mise en résonance de l'ESS et l'écologie populaire est intéressante à explorer en confrontant un adage partagé de "penser global pour agir local"? Cet engagement à l' échelle locale ne crée-t-il pas des fragilités économiques, en particulier dans un contexte de forte pression sur les budgets des collectivités territoriales, principales financeuses des structures de l'ESS en général et des associations en particulier.

La question du milieu se heurte aussi à la propriété du foncier qui percute les initiatives de l'ESS en particulier quand elles sont implantées dans des quartiers populaires, notamment autour des projets d'agriculture urbaine mais aussi dans la difficulté à maintenir ou développer des lieux non précaires à l'image des squats d'écologie sociale comme le Laboratoire Zéro déchet (Babou, 2024) ou des ZAD. Dans quelle mesure les initiatives d'écologie populaire (agriculture urbaine, squats d'écologie sociale, tiers-lieux, ZAD) se heurtent-elles aux contraintes de la propriété foncière et aux logiques de réduction des financements publics locaux ? Est-il possible pour ces espaces d'expérimenter, revendiquer, construire des modèles économiques alternatifs, hybrides, spécifiques dont l'ESS peut fournir des cadres et exemples? Est-ce alors un renforcement ou au contraire une fragilité dans un contexte de réduction des budgets des politiques locales? On peut aussi se demander dans quelle mesure les organisations de l'ESS et ses modèles économiques peuvent être bousculées, inspirées… par les expérimentations telles que les espaces de gratuités, l'expérimentation de budget contributif, de réparation… développées par l'écologie populaire?

Enfin les activités d'ESS au sein des milieux populaires s'appuient souvent sur les compétences et les connaissances des habitantes et habitants. Activités (réparation, surcyclage de déchets, sensibilisation au bien manger, activité de soins en particulier des enfants...) qui relèvent bien souvent de la reproduction sociale, au sens de la reproduction des personnes en tant que vivants et non seulement en tant que force de travail pour le capital (Hillenkamp, Pruvost, Fraser). L'ESS repose sur des innovations qui ont d'abord un caractère social, se formant par expérimentations (Richez Battesti et Bidet 2024), et la réflexivité qui s'engage à leur propos fait apparaître une spécificité de ces "expérimentations populaires" (Boespflug et Lamarche 2022) comme forme particulière de recherche « par » et « pour » les personnes engagées. En quoi les pratiques de subsistance, de soin, de réparation et de réemploi relèvent-elles d'une logique de reproduction sociale et du vivant, plutôt que de la simple reproduction de la force de travail ? En quoi constituent-elles des « expérimentations populaires » de recherche *par* et *pour* les personnes concernées ?

Pour aborder ces différentes dimensions et questions, la mésologie et la méso-économie paraissent particulièrement pertinentes. Pour Augustin Berque, la mésologie est, notamment, "*un champ de recherche assimilable* [...] *à toutes les sciences humaines qui, suivant la formation et les inclinations de chacun, se préoccupent de l'interprétation de l'*Umgebung *en* Umwelt*, de la biosphère en écoumène par le sujet humain – mais toujours*

aussi dans une perspective historique, puisque la trajection est un processus historique. " (Berque, 2014, p.67). La mésologie est ainsi une approche stimulante pour penser les articulations, les tensions et/ou ruptures entre économie sociale et solidaire et écologie populaire. Comment dépasser alors l'évidence d'un ancrage territorial « naturel » de l'ESS pour penser, à travers la mésologie (Berque, Reclus), les relations concrètes entre biosphère, écoumène et milieux de vie des habitant·es? De son côté, l'approche par l'analyse méso-économique soulève les questions suivantes : qui sont les acteurs impliqués dans un même espace productif ? Quelles en sont les principales règles et conventions ? Quelles sont les caractéristiques spécifiques de la dynamique économique de cet espace ? Comment cet espace s'est-il construit et tente-t-il de se reproduire ? (Lamarche et Bastien, 2025). L'approche méso de l'ESS identifie ainsi les conditions concrètes de la reproduction des expérimentations sociales et solidaires, entre utopie, marginalité, succès et ordinarité. On pourra alors se demander, par exemple, comment les canaux de différenciation méso-économiques (futurité, travail, concurrence-produit, relation sociale à la nature et gouvernance) permettent-ils d'analyser les capacités de reproduction, les contradictions et le potentiel de changement institutionnel des espaces de l'ESS ?

A travers cet axe, plusieurs sujets peuvent être questionnés :

- Ancrage territorial et mésologie
- Tensions économiques et foncières
- Reproduction sociale et savoirs populaires
- Grille méso-économique, etc.

B/ L'ESS comme espace démocratique en particulier dans le travail mais aussi dans plusieurs dimensions de ces/ses organisations.

Depuis quelques années, la démocratie au travail et dans les entreprises, est l'objet de nombreux colloques, ouvrages collectifs, manifestations, etc., qu'elle soit entendue du point de vue des institutions comme dans *Le Manifeste Travail, démocratiser, démarchandiser, dépolluer* (Ferreras, Battilana et Meda, 2020) ou à partir des pratiques et du travail réel au sein des organisations comme dans le *Manifeste pour une démocratie du travail* (Collectif de syndicalistes, chercheur.e.s, praticien.nes, 2026). Pourtant l'attrait pour cette question, en particulier en période pré-électorale, ne semble pas favorable à la visibilisation de l'ESS autour du sujet de la démocratie dans les organisations de travail et dans les pratiques. C'est d'autant plus étonnant que la question du travail au sein de l'ESS fait l'objet d'une littérature importante et variée. Les XXIVèmes rencontres du RIUESS organisées au sein de l'Université Lyon 2 se sont d'ailleurs attachées à l'aborder à travers le thème « L'ESS au travail ! Enquêter sur les pratiques de résistance, de transformation et d'émancipation ». Plus que le travail comme objet, la question de la démocratie au sein des organisations de travail nous invite à nous intéresser à ce que produit le travail réel, en particulier collectif dans le cadre de l'ESS comme de l'écologie populaire, comme pratiques démocratiques, ajustements, renoncements, résistances…

Alors, reste à savoir comment le chantier de la démocratie au/du travail s'articule avec l'économie sociale et solidaire et l'écologie populaire. Pour Isabelle Ferreras, l'urgence à démocratiser l'entreprise lie les enjeux économiques et écologiques et "*offre une façon de penser la transition de notre économie vers une économie soutenable et compatible avec*

les limites planétaires" (Ferreras, 2023). Pour promouvoir son projet de bicamérisme économique, elle fait référence à l'ESS comme modèle idéal-typique d'entreprise démocratique *(ibid.*, p. 34) sans vraiment donner suite. Cependant, la proposition d'Isabelle Ferreras d'intégrer les travailleurs bénévoles et militants parmi les "investisseurs de travail" peut-elle alors représenter une piste singulière à explorer pour le monde associatif ou les autres organisations de l'ESS et/ou de l'écologie populaire ? Mais, les apports de l'ESS à la question générale de la démocratie au travail ne se limitent pas à ses grands principes, souvent bousculés dans la réalité (Boullier et Ruffier, 2021 ; El Karmouni et Prévot-Carpentier, 2016). Comment alors confronter les modèles institutionnels de démocratisation de l'entreprise aux réalités de l'ESS, notamment face aux asymétries de gouvernance entre salarié.es, bénévoles, usager.ères et militant.es ?

Il est également stimulant d'y interroger une démocratie au travail "par le bas", tel que proposée dans le *Manifeste pour une démocratie du travail*[3]. En effet, l'approche par le *travail réel*, "*à savoir ce que font concrètement les personnes au travail*" (Collectif, 2026, p. 8), permet d'appréhender les pratiques d'ajustement permanentes que les personnes exercent pour réaliser ensemble leurs activités qu'elles soient salariées, bénévoles ou informelles. Pour discuter économie sociale et solidaire et écologie populaire, l'approche par le travail réel nous semble importante pour rendre visibles des pratiques souvent invisibles voire invisibilisées y compris aux yeux des acteurices de ces pratiques démocratiques du travail. L'approche "par le bas" permet-elle de centrer le regard sur les activités de travail, les ajustements entre des intérêts parfois divergents et les interactions entre les personnes pour réaliser ses actions collectives? Ouvre-t-elle une perspective abordant autrement centrée les objets du collectif de travail, ses résultats ou attentes au profit d'un ancrage renforcé dans les pratiques et échanges entre les travailleuses et travailleurs ? Que révèle une approche par le « travail réel » et l'enquête-action sur les arbitrages informels, les micro-négociations et les coopérations quotidiennes invisibilisées dans les collectifs de travail formels ou non et les communs ?

Par ailleurs, un certain nombre de pratiques d'écologie populaire historiques (glanage, biffe/récupération-vente, mécanique de rue, troc de nourriture...) se revendiquent davantage d'une économie populaire que d'une économie sociale et solidaire en se positionnant souvent dans l'économie informelle à l'instar des initiatives en Amérique du Sud notamment. Ces formes permettent-elles d'interroger les cadres collectifs de l'ESS y compris au-delà de la seule question du travail et de sa rémunération et de ses cadres d'emplois ? Les politiques publiques locales de l'ESS visent d'ailleurs souvent à « formaliser » ces activités parfois (dis)qualifiées de "sauvages" (Ndiaye, 2023) en particulier via les programmes de soutien à la création d'entreprise. Cette normalisation des activités économiques conduit parfois à remettre en cause les organisations et ajustement démocratiques pratiqués à l'échelle des négociations entre clients et prestataires des activités de rue par exemple (Jacquot et Morelle, 2026). Des activités similaires, comme la réparation ou mutualisation informelles d'outils dans les espaces ruraux et/ou autour du renouveau des communs et d'autres pratiques démocratiques invisibles peuvent-elles faire résonance avec l'économie populaire ? Ouvrent-elle des espaces où se vivent des pratiques démocratiques ordinaires (Dardot et Laval, 2015) susceptibles de les réunir ou non ? Ainsi, les politiques publiques de labellisation et de formalisation de l'ESS percutent-elles les régulations démocratiques

[3] Co-élaboré à l'issu de 24 mois d'échanges au sein des Ateliers « Travail & Démocratie » qui associent chercheur.es, praticien.nes et syndicalistes

autonomes issues de l'économie informelle et populaire (glanage, mécanique de rue, mutualisations rurales) ?

Les communications pourront également aborder le lien entre le travail dans l'ESS, l'écologisation des emplois et le sens trouvé au travail réel (Rodet, 2026) comme la possibilité de vivre ou d'aspirer à vivre le travail comme une utopie concrète à tous les niveaux hiérarchiques (Baudin, Nusshold et Maggioli, 2026). Le travail dans l'ESS peut aussi être le lieu de production et d'application de normes et de valeurs qui participent d'une écologie populaire (autonomie, égalité, protection de la nature, refus du productivisme, etc.) et s'opposer à d'autres formes d'emplois génératrices de remords écologique, dissonance éthique ou perte de sens (Coutrot et Perez, 2022). En quoi l'ESS constitue-t-elle un espace d'émancipation face à la perte de sens, à la dissonance éthique ou au remords écologique au travail, tout en négociant ses propres contradictions productives ? En quoi l'approche par le travail réel permet de questionner les "renormalisations" (Schwartz, 2021) opérées en permanence par les individus comme au sein des collectifs dans leur pratiques ordinaires du travail et de l'exercice de la démocratie ? Comment être au plus près des pratiques permet d'interroger les effets des empêchements, des formalisations, des contraintes sur la santé mentale des personnes mais aussi la dissonance entre le sens donné à leurs activités et la réalités des pratiques (Clot, 2015) ou au contraire relativise ces pratiques en occultant leurs conditions concrètes d'exercice et d'ajustement ?

Cet axe permet d'aborder plusieurs questions autour de la démocratie au/du travail mais aussi dans les organisations de l'ESS

- Modèles démocratiques et gouvernance
- Démocratie par le bas et travail réel
- Normalisation versus pratiques populaires
- Sens, écologisation et conflictualité, etc.

C/La création, levier pour les transitions/transformations et économie sociale et solidaire

A la croisée de la thématique des journées, l'art, la culture et plus largement la création questionnent nos pratiques, les imaginaires du futur comme l'appropriation de nos présents.

Les productions collectives qu'elles soient artistiques ou non se saisissent des enjeux contemporains et sont souvent mobilisées pour sensibiliser, éduquer, visibiliser les enjeux écologiques dans les quartiers populaires en particulier dans l'approche autour des conditions de vie et du quotidien. Les espaces urbains sont source d'inspiration et de création, ils s'affranchissent des écueils de l'art comme "lanceur d'alerte" ou de l'art "exemplaire". Emergent ainsi des manifestes d'actions alternatives (Raffard et Roussel, 2025) et de nouvelles formes de pratiques militantes collectives (Martinez et Solomos, 2023). A la croisée de l'écologie populaire et de l'ESS, c'est une autre perspective de la mésologie qui peut être questionnée ici, celle du symbole : « l*a technique déploie notre corps en monde sur la terre, et [...] simultanément, par le symbole, reploie le monde en notre chair* » (Berque, 2009, p. 402). Or, le symbole tend à disparaître au profit des communications générées par des calculs statistiques (IA connexionniste) : « *Il n'y a plus d'individu, mais des particuliers grégaires et tribalisés, qui paraissent conduire vers une*

organisation sociale anthropomorphe d'agents cognitifs, voire réactifs, et tendant à produire, comme les fourmis, non plus des symboles, mais des phéromones numériques. » (Stiegler, 2024, p. 147). Le symbole est une activité collective de négociation pour parvenir à un consensus. En disparaissant, l'expression collective s'affaiblit au profit des discours d'opinion où certains crient pour se faire entendre et d'autres préfèrent se taire et se cacher... Face au risque d'effacement du symbole et d'atomisation algorithmique pointés par la mésologie et la critique technique (Stiegler, Berque), comment les démarches artistiques et créatives restaurent-elles des espaces de délibération collective et de conflictualité féconde ?

Les pistes ouvertes par le "design social"[4] tel qu'imaginé et expérimenté par l'ESAD Valenciennes, par exemple, offrent ainsi des voies innovations sociales singulières en écho à celles initiées au sein de l'ESS (Celle, 2016). Le design social repose sur des approches et pratiques plurielles, héritières de la pensée critique, fondées sur l'autonomie, la participation et le partage (Duhem et Rabin, 2017). Il propose ainsi une création collective ancrée dans le réel tout en assumant sa dimension symbolique et critique. De plus, lorsque le "desing social", en résonance avec l'écologie populaire et ses initiatives, est confronté à l'économie sociale et solidaire, il est alors nommé alors "design écosocial". Le « design écosocial » est-il une voie pour opérationnaliser les revendications de l'écologie populaire face aux fractures territoriales et aux vulnérabilités sociales locales ? Est-il alors un outil permettant la rencontre concrète de l'ESS et l'écologie populaire? En quoi les expérimentations menées dans des contextes post-industriels ou périphériques (à l'instar de Valenciennes) redéfinissent-elles la notion d'« insoutenabilité des modes de vie » depuis les réalités vécues par les populations ? À quelles conditions les notions clés d'« autonomie », de « participation » et de « partage » dépassent-elles la rhétorique participative pour devenir des vecteurs d'émancipation politique collective ? Comment s'articulent la dimension symbolique/critique du design et sa vocation opérationnelle d'« innovation sociale » dans les politiques de recherche-création ?

Les "tiers-lieux" de culture et de création, qui pour un certain nombre d'entre eux (notamment en Seine-Saint-Denis) se positionnent en tant que lieux intermédiaires, indépendants et expérimentaux, qui accueillent artistes, associations et habitants et inventent d'autres manières de travailler, de partager des ressources et de faire collectif, et interrogent leurs pratiques et la place de la culture comme espaces où peuvent se construire concrètement de nouveaux communs sociaux et écologiques. Cependant, de nombreux activistes y voient avant tout des dispositifs de gentrification et la poursuite du capitalisme culturel par d'autres moyens[5]. De plus, la mise en "tiers-lieux" de certains services publics (notamment les bibliothèques) est également dénoncée par certains personnels comme produisant de la souffrance au travail. Dans ce débat, l'ESS est-il un instrument des pouvoirs publics pour contrôler ces espaces collectifs[6] ou un levier pour alimenter des modèles alternatifs?

Il faut également souligner que les approches artistiques et créatives ouvrent sur des pratiques et épistémologies différentes, en particulier dans le cadre de la recherche création.

---

[4] https://plateforme-socialdesign.net/ et https://esadval.wixsite.com/recherche/plateforme-design-social

[5] Voir notamment le n°4 du Chiffon qui propose un dossier « Comment le capitalisme domestique ses détracteurs »

[6] A l'image de feu "France tiers-lieux" a été un exemple parlant.

Elles ouvrent sur d'autres mondes y compris autour des questions induites par l'intelligence artificielle dans la création numérique.

Les approches esthétiques rejoignent les approches sensibles dans leur effort pour ne pas effacer les émotions et les sensations (Merleau-Ponty, 1979, Manning, 2016) et pour ne pas instrumentaliser leur culture. Comme le souligne Jacques Rancière, le spectateur ou la spectatrice de toute réalité est émancipé, au sens où il n'est pas nécessaire de lui expliquer ce dont il fait lui-même l'expérience, ce qui est expérimenté et éprouvé. Loin d'aboutir à une forme d'isolement solipsiste ou individualiste, ces approches sont au contraire propices à l'échange. Elles permettent de poser les enjeux culturels autrement que sous forme d'affrontement ou en pointant d'emblée des formes d'acculturation ou de déclin éducatif. Elles peuvent constituer la base d'une société démocratique puisque cela permet de faire converger les mémoires pour créer peut-être une mémoire collective (Halbwachs, 2022 (1947)) et d'inventer ou de recommencer des expérimentations et des enquêtes collectives (Dewey, 2015 (1922)) sur les problèmes collectifs qui nous concernent (Céfaï, 2007). Les créateurs, les créatrices et leurs créations jouent un rôle central dans ce processus tant par leur capacité à expérimenter et inventer que par les formes auxquelles ils et elles aboutissent par leur travail. En cela, loin de nous isoler, l'ouverture de possibles en termes d'expérience et de représentations (Didi-Huberman, 2003) sont des sources inépuisables d'invention face à un monde en voie d'épuisement. C'est aussi de ce recours aux imaginaires (Abensour, 1982; Benasayag et Schmit, 2020) que l'on peut tirer de nouvelles approches de la nature, un retour vers d'autres formes de relations avec le vivant que les formes extractivistes que nous connaissons. C'est enfin dans la multiplicité des perspectives esthétiques et sensibles (Riot 2026 a/b) que l'on peut échanger des points de vue différents avant de s'accorder sur les actions à mener en commun et sans chercher à nier ou à taire les décalages et les désaccords. En quoi les épistémologies sensibles (phronésis, recherche-création, spectateur émancipé de Rancière) permettent-elles de construire une mémoire commune et d'engager des enquêtes citoyennes sans réduire l'art à un simple outil d'ingénierie sociale ou de sensibilisation descendante ? Quels imaginaires non extractivistes émergent des créations collectives ancrées dans les quartiers populaires, et comment participent-ils à redéfinir notre rapport au vivant et à l'espace urbain ?

A l'air de l'usage des Intelligences Artificielles très présentes dans l'espace publique, esthétique et démocratique, on peut se questionner sur leur capacité à influer sur nos apports sociaux et sur les enjeux de vie en communauté. Le fait que les IAs sont principalement éduquées et entraînées par des ressources traduites en anglais international et avec un mode de pensée issu de la société anglo-saxonne blanche nord-américaine, vient requestionner l'apport de la technologie dans les espaces communs. Le travail d'Olivain Porry[7] sur les questions d'usages du mensonge par les IAs, mais aussi leur capacité à se convaincre entre elles, vient en écho aux problématiques sociétales tout en créant des œuvres d'arts (Lies Language Models (2026)). Cette proposition est à mettre en résonance avec la création d'une "IA" générative par Georges Pérec dans le cadre d'une demande de création d'une pièce radiophonique pour une radio allemande en 1968, projet intitulé Die Maschine[8]. Quels regards critiques et quelles réappropriations artistiques (expérimentations poétiques, œuvres critiques sur les biais socioculturels et linguistiques)

[7] L'artiste Olivain Porry travail sur ce sujet https://olivain.art/ il fait parti de l'EnsadLab https://www.ensadlab.fr/

[8] https://www.youtube.com/watch?v=pu6TACgAdTI&t=923s

l'ESS et de l'écologie populaire et les créateur·rices opposent-ils aux technologies d'IA générative ?

Dans cet axe, les communications pourraient porter sur différents thèmes comme

- Production de symboles versus automatisation
- Approches esthétiques et savoirs sensibles
- Nouveaux imaginaires écologiques
- IA, hégémonie culturelle et détournements critiques

D/ ESS et écologie populaire, l'apport des Suds

Toujours présents lors des rencontres du RIUESS, les apports des collègues chercheur.e.s des Suds comme celui des pratiques d'économie solidaire ou écologie populaire sont cependant peu visibles (souvent dilués au milieu des autres communications).

Pourtant, que ce soit par le concept d'économie populaire qui désigne une ESS « du Sud » ou par les épistémologies des Suds et les habitudes de co-recherche développées au sein même des universités, ces apports constituent un levier essentiel pour penser ou repenser l'ESS au Nord en particulier avec le prisme de sa transformation écologique et sociale et en lien avec les questionnements qu'ouvre l'approche par l'écologie populaire. En quoi les pratiques d'économie populaire des Suds (récupération, réparation, agriculture vivrière) renouvellent-elles la définition de l'ESS au Nord et ses liens avec l'écologie populaire ?

En ce sens, le concept d'économie populaire qui désigne, la plupart du temps, des activités collectives appuyées sur des pratiques relevant de l'écologie (récupération des déchets, recyclage, réemploi, surcyclage, réparation, agriculture à but de subsistance...) semble particulièrement fertile pour nourrir la thématique des rencontres et le dialogue entre ESS et écologie populaire. Cela peut faire écho à l'axe précédent en particulier via le design social qui s'intéresse à ces pratiques[9].

Ces recherches s'appuient souvent sur des pratiques de co-recherche particulièrement développées par les collègues des Sud en particulier dans le cadre des engagements des universités d'Amérique du Sud vis à vis de la société, mais aussi avec les pratiques « d'extension » au Brésil ou au Costa Rica par exemple, ou encore avec les « services à la communauté » intégrés aux missions des universités sénégalaises. Outre cette exigence de redevabilité des universités envers la société, il y a une tentative de reconnaissance institutionnalisante des acteurs de proximité (économie populaire, économie sociale et solidaire) sur la mise en résilience des territoires face aux enjeux climatiques (Ndiaye,

[9] Voir Arturo Escobar, "Designs for the Pluriverse" et les travaux du designer Ernesto Oroza, en lien avec la Cité du design de Saint-Étienne et la revue Azimuts qu'il dirige.

2026[10]). Pour aborder ces espaces, il est souvent nécessaire de se rapprocher des pratiques réelles de ses acteurices. Cela demande une conception de la recherche, non prédatrice, en dialogue avec les personnes et les territoires, une recherche qui prend du temps. Comment les épistémologies du Sud invitent-elles à déconstruire les catégories positivistes, occidentalo-centrées et institutionnalisées de l'économie sociale et solidaire ?

Les épistémologies du Sud peuvent ainsi offrir des perspectives stimulantes pour le dialogue entre chercheur.es, acteurices et territoires. Cela peut également participer à interroger nos propres concepts, catégories de pensée et pratiques de recherche, là encore dans une dynamique offrant d'autres perspectives à l'ESS comme à l'écologie populaire ou au dialogue science et société. Les co-recherches, recherches-action, recherches collaboratives… nous invitent également à décaler nos regards et pensées. En effet, elles sont des leviers de bouleversement de la conception positiviste de la science et de remise en cause de ses critères d'objectivité (Juan, 2021) tout en favorisant l'interdisciplinarité (Bonny, 2020)... Quelles leçons tirer des démarches d'extension universitaire (Amérique latine, Deboulet, Havard dit Duclos et Urvoy, 2026) ou de services à la communauté (Afrique, Badiane et Thiaw, 2026) pour bâtir des recherches non prédatrices, ancrées dans la durée et au service de la résilience territoriale ? Comment les démarches collaboratives issues des Suds transforment-elles la relation entre chercheur·es, militant·es et habitant·es face à l'urgence climatique et aux inégalités socio-écologiques ?

Dans cet axe les communications pourraient porter sur différents thèmes comme

- Économie populaire versus cadres de l'ESS
- Épistémologies des Suds et décentrement
- Co-recherche et engagement territorial
- Dialogue des savoirs et justice environnementale, etc.

Format des propositions

Les intentions de communication, d'une page et demie maximum, doivent préciser le titre de la communication, l'axe thématique privilégié de l'appel à communications l'objet traité et la problématisation, le ou les terrains et matériaux, le ou les méthodes mobilisées ainsi que l'originalité et l'ambition des résultats attendus.

Chaque proposition sera évaluée en double aveugle par le comité scientifique des 26emes rencontres. Les collaborations entre chercheur.ses et acteur.ices sont encouragées. Les propositions de communication doivent prioritairement s'inscrire dans l'un des 4 axes mais

[10] **Ndiaye Abdourahmane**, 2026, « L'Économie Sociale et Solidaire au Sénégal : levier d'une transition sociale écologique juste et solidaire ? » in Ndiaye S., Mondoué R., Tajri S. et Diop M., Les dynamiques de l'économie sociale et solidaire en Afrique. Lecture à partir d'expériences pays, L'Harmattan, p 125-133. **Ndiaye Abdourahmane**, 2025, « L'ESS prise entre valeurs ancestrales et transition social-écologique dans les Suds », *Marché et Organisations, Revue d'analyse stratégique*. URL : https://shs.cairn.info/revue-marche-et-organisations-2025-3-page-5?lang=fr. **Ndiaye Abdourahmane**, (dir.), 2025, « Les dynamiques économiques sociales et solidaires dans les Suds », (dir.), *Marché et Organisations, Revue d'analyse stratégique*. URL : https://shs.cairn.info/revue-marche-et-organisations-2025-4?lang=fr. **Ndiaye Abdourahmane**, 2024, « L'économie sociale et solidaire dans les Suds : comprendre, apprendre, s'inspirer », *Innovations, le blog Alternatives Économiques du Réseau de Recherche sur l'Innovation*. URL : https://blogs.alternatives-economiques.fr/reseauinnovation/2023/07/24/l-economie-sociale-et-solidaire-dans-les-suds-comprendre-apprendre-s-inspirer

des communications hors axes peuvent être acceptées si elles s'inscrivent dans la thématique générale du colloque. Pour rappel, les communications portant sur les enjeux féministes, décoloniaux, intersectionnels, queer, etc. sont encouragées sans être exclusives.

Doctoriales:

Comme chaque année, le RIUESS accueille des doctorant.e.s et jeunes chercheur.e.s (ou étudiant.e.s de M2 ayant un projet de thèse) dont l'objet d'étude porte sur l'ESS. Cette année, les doctoriales font pleinement partie du programme des rencontres. Elles se tiendront le mercredi 26 mai 2027 après-midi.

Les doctoriales sont organisées en ateliers, en petits groupes. Chaque participant.e y présente un travail en cours (question de recherche, terrain, difficulté de méthode ou d'analyse) et le soumet à une discussion collective avec des chercheur.e.s du réseau. Les doctoriales sont ouvertes à toutes les disciplines et ne nécessitent pas de s'inscrire dans les axes thématiques du colloque. Il est possible de proposer à la fois une participation aux doctoriales et une communication dans l'un des axes.

Les doctorant.e.s intéressé.e.s sont invité.e.s à envoyer une présentation d'une page maximum avant le 17 janvier 2027.

Calendrier

- **Diffusion de l'appel à communication :** 09 novembre 2026
- **Date limite pour les dépôts des intentions de communication** : 17 janvier 2027
- **Date limite pour les doctoriales :** 17 janvier 2027
- **Réponse aux auteurices :** 1er mars 2027
- **Dépôts des communications :** du 22 mars au 3 mai 2027
- **Dépôts des communications pour publication :** 15 avril 2027 au 30 juin 2027
- **Inscriptions :** du 1er février au 3 mai 2027

Les intentions de communications et communications finales sont à déposer sur le site des SOCIOCONF LIEN A VENIR

Bibliographie indicative

Abensour, M. (1982). La théorie critique: une pensée de l'exil?. *Archives de philosophie*, 179-200.

Babou, I (2023). *L'Écologie aux marges. Vivre et créer dans les ruines du capitalisme*. Eterotopia.

Benasayag, M., & Schmit, G. (2020). *Les passions tristes: souffrance psychique et crise sociale*. La découverte.

Berque, A. (2014), *La mésologie*. Presses universitaires de Paris Nanterre

Bocquet, D. (2023). Aux racines de l'écologie populaire. *Espaces et sociétés,* 188(1), 189-197.

Boullier, C. et Ruffier, C. (2021). Autogestion et entreprises libérées : une réappropriation en trompe-l'œil ? *Mouvements*, 106(2), 145-152.

Casciarri, B. (2020) « Réinventer une identité entre « nature » et « culture » pour une ancienne ville ouvrière de la banlieue rouge », *Journal des anthropologues* [En ligne], 162-163 | 2020

Cefaï, D. (2007). Pourquoi se mobilise-t-on. *Les théories de l'action collective, Paris, La Découverte*, 424.

Par le collectif « Classes vertes », (2024). La condition écologique des classes sociales L'injustice environnementale à l'intersection des rapports de domination. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 255(5), 4-27.

Collectif (2026). *Manifeste pour une démocratie du travail*. La Dispute.

Comby, J.-B. et Malier, H. (2023). Donner aux classes populaires les moyens de leurs écologies. *Les Cahiers du Développement Social Urbain*, 77(1), 28-31.

Deboulet A., E. Havard dit Duclos, P. Urvoy (2026). *Solidarités et coproductions urbaines. Universités et associations en soutien aux mobilisations habitantes (France-Brésil)*, Paris, L'oeil d'or

Deléage, J.-P. (1991) *Histoire de l'écologie. Une science de l'homme et de la nature*, La Découverte, Paris, 1991.

Dewey, J. (2015). *Democracy and education*. New York: Free Press.

Didi-Huberman, G. (2003). *Images malgré tout*. Paris: Minuit.

Duhem L., Rabin K. (dir.) « Design écosocial, convivialités, pratiques situées, nouveaux communs », it: éditions | novembre 2017

El Karmouni, H. et Prévot-Carpentier, M. (2016). L'idéal coopératif dans une organisation contemporaine Le cas de la coopérative de La Louve. *RECMA*, 340(2), 78-92.

Ferreras, I. (2023). Démocratiser l'entreprise par le bicamérisme, in *L'Economie politique,* 2023/3 n°99, p. 32-43, Editions Alternatives économiques.

Flyvbjerg, B., Landman, T., & Schram, S. (Eds.). (2012). *Real social science: Applied phronesis*. Cambridge University Press.

Gorz, A. (2020). *Leur écologie et la nôtre : Anthologie d'écologie politique*. Le Seuil.

Grossetête, M. (2019). Quand la distinction se met au vert Conversion écologique des modes de vie et démarcations sociales. *Revue Française de Socio-Économie*, 22(1), 85-105.

Guérin, I., Hillenkamp, I. et Verschuur, C. (2019). L'économie solidaire sous le prisme du genre : une analyse critique et possibiliste. Revue Française de Socio-Économie, 22(1), 107-124.

Hugues, F. (2025) Les débrouilles rurales – enquête sur des modes de vie populaires invisibilisés, *AOC*, publié le 30 juin 2025, https://aoc.media/analyse/2025/06/29/les-debrouilles-rurales-enquete-sur-des-modes-de-vie-populaires-invisibilises/

Ingold, T. (2024). *Correspondances: accompagner le vivant*. Actes Sud.

Jacquot, S., Morelle, M. (2026), *Mécaniciens de rue*. Presses universitaires de Lyon, 227 p.

Juan, M. (2021). Les recherches participatives à l'épreuve du politique. *Sociologie du Travail*, 63 (1)

Kokabi, A-R. (2025) Banlieues Climat, Ghett'up… Ces collectifs bousculent le mouvement écologiste, *Reporterre*, https://reporterre.net/Ils-construisent-une-ecologie-populaire-decoloniale-et-antiraciste

Lavignotte, S. (2015). De l'écologie politique à la *polis* de l'écologie. *EcoRev'* 42(1), 15-19.

Lefort, I. et Pelletier, P. (2015). Élisée Reclus ou la condition géographique : habiter la terre. *Annales de géographie*, 704(4), 338-350.

Le Strat, A. (2002). L'écologie peut-elle être populaire ? *Mouvements*, no23(4), 76-80.

Löwy, É. (2009). De la transformation des modes de vie. Quartiers populaires et écologie. *EcoRev'* 33(3), 36-43.

Löwy M. (2005), (Dir.), *Écologie et socialisme*, Paris, Syllepse, coll. Collection Écologie & politique, 2005.

Malier, H. (2024). Des déchets au pied de chez soi Domination matérielle et symbolique dans la légitimation des injustices environnementales en résidences HLM. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 255(5), 28-43.

Manning, E. (2016). The minor gesture (Vol. 133). Durham, NC: Duke university press.

Marinelli, A. (2024). L'écologie et la solidarité des grands ensembles. Quels liens avec le travail social ? Le cas de Vaulx-en-Velin. *Forum*, 172(2), 7-26.

Martínez, R. et Solomos, M. (2023). « Éditorial : Mobilisations sociales et pratiques sonores et esthétiques », *Filigrane* [En ligne], 28 | 2023, mis en ligne le 01 décembre 2023

Merleau-Ponty, M. (1979). Le visible et l'invisible: suivi de notes de travail. Gallimard.

Ndiaye A. (2023). « Faire garage dans les rues du Caire : l'entreprenariat collaboratif dans les interstices du domaine public », *Égypte Soudan mondes arabes* [En ligne], 24 | 2023, mis en ligne le 01 décembre 2023

Ouassak, F. (2021). Un projet écologiste du point de vue des quartiers populaires — Et nous serons libres ! *DARD/DARD*, 6(2), 26-37.

Quentel A. et Cadoret N.(2024), Quartiers populaires : « On est les oubliés des discours sur le changement climatique », *Repoterre*, https://reporterre.net/Quartiers-populaires-On-est-les-oublies-des-discours-sur-le-changement-climatique

Raffard, M. et Roussel, M. (2025), « Des prototypes d'action pour le futur », *Marges* [En ligne], 35 | 2022, mis en ligne le 02 janvier 2025

Riot E. (2026a),Young Artists, Innovation and the Organization, Volume I, Adventurous Entrepreneurs,Palgrave Studies in Business, Arts and Humanities (PSBAH), London

Riot E. (2026b),Young Artists, Innovation and the Organization, Volume II, Entrepreneurial Ventures, Palgrave Studies in Business, Arts and Humanities (PSBAH), London

Ros E. (2026), Le Réseau pour l'Économie Alternative et Solidaire (REAS) - espace des affinités électives entre économie solidaire et écologie politique, p.31-42, *Bifurcation(s),* 04, Editions du Croquant.

Saunier, C., Talpin, J. et Delfini, A. (2025). Les conditions sociales d'une écologie populaire Mobilisation environnementale et rapports de classe au sein d'une ferme urbaine en quartier populaire. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 256(1), 42-59.

Tarragoni, F. (2020) « Propositions pour une sociologie historique du populisme », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], 58-2 | 2020, mis en ligne le 03 janvier 2024, URL : http://journals.openedition.org/ress/6807

Villalba, B. (2022). *L'écologie politique en France*. La Découverte.

Vrignon, A. (2017), *La naissance de l'écologie politique en France*. Presses universitaires de Rennes, 2017.